



Des employés du centre de sécurité maritime de mer de Chine méridionale placent une bouée à l'entrée du chenal de l'île Zhaoshu à Sansha, dans la province de Hainan, en août 2015. FU JIANBIN / XINHUA

Avis de gros temps en mer de Chine méridionale

Réunis à Washington, des experts mettent en garde contre les risques d'une détérioration de la situation entre Pékin et Manille. Reportage de **Ji Tao** et **Dong Leshuo** à Washington, et de **Li Xiaokun** à Pékin.

Le 5 juillet, un ancien haut responsable chinois a émis un avertissement à propos des Philippines, qu'« il faut dissuader de se livrer à toute nouvelle provocation en mer de Chine méridionale, car dans le cas contraire, la Chine ne restera pas les bras croisés ».

Telle est l'observation faite par Dai Bingguo, ex-Conseiller d'État, dans le discours liminaire qu'il a prononcé lors d'un dialogue sur la mer de Chine méridionale organisé à Washington par deux centres de réflexion, l'un chinois, l'autre américain. Pour lui, « la priorité absolue est de mettre fin à la procédure d'arbitrage lancée par les Philippines ».

« Si le tribunal persistait dans sa démarche et rendait une 'décision', ni personne ni aucun pays ne devrait appliquer cette décision sous quelque forme que ce soit, et encore moins forcer la Chine à la mettre en œuvre », a déclaré l'ancien haut diplomate chinois. Et M. Dai de préciser que tout en ayant les moyens de reprendre les îles illégalement occupées par d'autres pays, « dans l'intérêt de la paix et de la stabilité régionales, la Chine a toujours observé une très grande retenue ».

Le dialogue s'est tenu alors que la Cour d'arbitrage de La Haye, saisie à la demande unilatérale de Manille malgré l'objection de la Chine, doit se prononcer le 12 juillet sur la question de la mer de Chine méridionale. Les États-Unis, un allié majeur de Manille, ont publiquement fait pression sur Pékin pour que la Chine accepte le verdict. Le dialogue était organisé conjointement par l'Institut d'études financières Chongyang de l'Université Renmin et le Carnegie Endowment for International Peace. Il s'est déroulé en présence de l'ambassadeur de Chine aux États-Unis, Cui Tiankai, et de l'ancien ambassadeur des États-Unis en Chine, J. Stapleton Roy, avec la participation d'experts chinois et américains.

M. Dai a estimé que si la dynamique de la provocation ne rencontrait aucun frein, la situation en mer de Chine méridionale, ainsi que dans toute l'Asie, risquait de sombrer dans le chaos. De sa voix calme et posée, priant les parties concernées de « ne pas permettre que l'Asie devienne une autre Asie de l'Ouest et une autre Afrique du Nord », il a prévenu que « l'Histoire ferait rendre des comptes à quiconque aurait la volonté d'attiser les flammes, provoquant des effets désastreux ».



L'ancien Conseiller d'État Dai Bingguo (au centre) et l'ambassadeur de Chine aux États-Unis Cui Tiankai (à droite) en compagnie d'experts chinois et américains au Dialogue sino-américain sur la mer de Chine méridionale le 5 juillet à Washington. NIU YUE / FOR CHINA DAILY

Il a par ailleurs indiqué que les actions menées par les États-Unis n'intimideraient pas la Chine, « même si les États-Unis dépêchaient dix porte-avions en mer de Chine méridionale ». « Pour être franc, quand les États-Unis disent aujourd'hui qu'ils ne prennent pas position sur les questions territoriales, cela revient en réalité à faire marche arrière et aller à l'encontre de l'ordre international d'après-guerre, à l'édification duquel les États-Unis ont eux-mêmes participé ».

M. Dai a rappelé que les îles Xisha et les îles Nansha, illégalement occupées par le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, avaient été restituées à la Chine après la guerre aux termes de la Déclaration du Caire et de la Proclamation de Potsdam. « Nombre d'entre vous n'en avaient peut-être pas connaissance, mais les actions menées par la Chine pour reprendre les îles étaient soutenues par le général Douglas MacArthur », a-t-il indiqué. Après la reddition du Japon, ce sont des bateaux de guerre fournis par les États-Unis qui ont acheminé des militaires et des représentants gouvernementaux chinois sur les îles Xisha et les îles Nansha pour la cérémonie de restitution. « Après quoi, les États-Unis

ont de nombreuses reprises déposé des demandes auprès des autorités chinoises à Taïwan en vue de levés géodésiques sur certaines îles Nansha », a fait valoir M. Dai. « Tout cela montre que la restitution des îles Nansha à la Chine fait partie de l'ordre international d'après-guerre et des arrangements territoriaux qui s'y rapportent ».

J. Stapleton Roy a estimé que le discours de Dai Bingguo contenait des éléments très constructifs et il en a dégagé trois points. « Le premier, c'est que des deux côtés, on essaie de faire baisser la température en mer de Chine méridionale. Le deuxième, c'est qu'il (M. Dai) a dit que les questions territoriales devraient se régler pacifiquement dans le cadre de négociations, sans recourir à l'usage de la force ; c'est là une partie importante de la position chinoise et je pense qu'il convient d'y prêter attention. Le troisième point, c'est que la Chine et les États-Unis devraient coopérer sur cette question ; c'est là aussi un point très important ».

Shi Yinhong, expert en études américaines à l'Université Renmin de Chine, a considéré qu'en cas de provocations de la part, soit des Philippines, soit des États-Unis et d'autres acteurs après le verdict, « la Chine répondrait

certainement, par des moyens à la fois diplomatiques et militaires ».

Pour William Jones, chef du bureau de Washington de l'Executive Intelligence Review, M. Dai a fait un excellent discours et très bien exposé la position chinoise. « J'espère qu'il sera bien compris et très lu au sein de l'administration (américaine), bien que parfois je doute qu'il fasse changer les points de vue », a-t-il déclaré. « Mais je pense qu'il est très important car, d'un côté, il (M. Dai) a évoqué la nécessité d'éviter un conflit dans la région sur cette question, il a aussi critiqué la position selon laquelle la Chine devrait accepter ce que les États-Unis appellent le droit international mais que de nombreux juristes et de nombreux pays jugent non contraignant pour la Chine ».

Myron Nordquist, directeur associé et éditeur du Center for Oceans Law and Policy à la faculté de droit de l'Université de Virginie, a exprimé sa conviction que les États-Unis sont à l'origine de cette affaire « parce qu'ils veulent récupérer la base militaire dont ils ont été chassés ».

Avec la collaboration de Niu Yue à Washington et de Chen Weihua à Hawaï.

Recueil de petites phrases

John Negroponte, ancien secrétaire d'État adjoint, professeur à la faculté d'affaires internationales J.B. and Maurice C. Shapiro de l'Université George Washington



La situation en mer de Chine méridionale n'est pas un différend bilatéral entre la Chine et les États-Unis. Nous ne sommes pas un État requérant dans cette affaire. Les États-Unis ont toujours encouragé l'ensemble des États à gérer et résoudre pacifiquement les désaccords maritimes, notamment dans le cadre de mécanismes prévus à cet effet, tels que l'arbitrage. Les États-Unis ont aussi à régler des problèmes de juridiction maritime avec des pays voisins, avec le Mexique, les pays des Caraïbes et la Russie, principalement par la négociation. Nous continuons d'encourager la Chine et les Philippines à agir avec retenue dans la gestion de leur différend et à respecter les obligations qui sont les leurs au titre du droit international.

Douglas H. Paal, vice-président des études au sein de la Fondation Carnegie pour la paix internationale



Des deux côtés, on pourrait faire plus, à mon avis, pour calmer le jeu le 12 juillet, le délai fixé pour la décision arbitrale qui devrait être considérée comme un tournant permettant de passer de la confrontation à la coopération, de faire d'une épreuve un avantage en ouvrant directement une période d'efforts diplomatiques.

Alan Romberg, directeur du programme d'Asie de l'Est au Stimson Center



Je pense que le discours de M. Dai réaffirme avec force la position de la Chine. Il a suscité des commentaires intéressants qui soulèvent aussi des questions. Les États-Unis ont un intérêt majeur dans la région. Ils recherchent parmi les pays concernés les solutions capables de répondre aux problèmes posés. Comme l'a dit l'Ambassadeur Negroponte, les États-Unis encouragent les pays à trouver les moyens pacifiques de résoudre ou au moins de gérer ces problèmes. Je pense que c'est aussi ce qu'a dit l'Ambassadeur Dai, mais une des questions que je me pose concerne la position de la Chine lorsqu'elle dit être ouverte à la négociation d'un règlement. Est-ce que cela inclut un compromis sur les revendications ? Ce n'est pas l'affaire des États-Unis puisqu'ils ne sont pas requérants, mais c'est l'affaire des pays de la région qui ont besoin de comprendre ce que la Chine veut dire quand elle dit être ouverte à la négociation.

Brendan Mulvaney, chef adjoint de la section des langues et des cultures à la United States Naval Academy



Je pense que c'est une grande chance pour les deux parties. De toute évidence, nous avons des gens qui ont de l'influence et qui ont des amis qui ont de l'influence des deux côtés du Pacifique. Nous pouvons donc espérer qu'un bon débat se poursuivra ici, pour clarifier les positions et nous assurer que nous nous faisons bien comprendre de l'autre partie, puis nous pourrions retourner en faire part à nos gouvernements respectifs. Répétons-le : même si nous ne sommes pas d'accord sur certaines choses, nous avons entre nous cette compréhension mutuelle qui nous permettra de trouver un moyen d'avancer. Si vous dites une chose et que j'en comprends une autre, nous ne parviendrons pas à résoudre les problèmes.